



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1995/7
9 janvier 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session d'organisation pour 1995
18 janvier, 7-10 février et 4-5 mai 1995
Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

PLEINE PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
À LA COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Note du Secrétariat

1. À la reprise de sa session de fond de 1994, le 4 novembre 1994, le Conseil économique et social était saisi d'un projet de décision (E/1994/L.51) intitulé "Pleine participation de la Communauté européenne à la Commission du développement durable", présenté par le représentant de l'Allemagne.
2. À la suite des déclarations du Président du Conseil, du représentant de l'Allemagne (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies membres de l'Union européenne) et de l'observateur de l'Algérie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies membres du Groupe des 77 et de la Chine), le Conseil a décidé de poursuivre l'examen du projet de décision lors d'une future séance, à la reprise de sa session de fond de 1994. Il a aussi décidé de demander au Secrétariat de répondre, dans une note, aux différentes questions soulevées, y compris aux questions à caractère juridique, telles qu'elles ont été formulées par le Président du Conseil.
3. L'avis du Secrétariat sur ces questions est présenté dans les paragraphes qui suivent.

Quel est le rapport entre l'article 74 – "Participation
d'autres organisations intergouvernementales" – et
l'article 69 – "Participation d'États non membres" – du
règlement intérieur des commissions techniques du Conseil
économique et social?

4. Le rapport entre l'article 69 et l'article 74 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social (E/5975/Rev.1) est simple. L'article 69 régit la participation des Membres de l'Organisation des

* E/1995/2.

Nations Unies qui ne sont pas membres d'une commission technique, ainsi que de tout autre État, aux travaux d'une commission technique, tandis que l'article 74 régit la participation des organisations intergouvernementales aux travaux des commissions techniques.

Que dispose l'article 69, intitulé "Participation d'États non membres" en matière de droits et de privilèges?

5. S'agissant des droits et privilèges des États non membres, l'article 69 dispose ce qui suit :

"1. La commission invite tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la commission, et tout autre État, à participer à la discussion de toute question qui intéresse particulièrement cet État.

2. Un organe subsidiaire de la commission peut inviter tout État qui n'en est pas membre à participer à la discussion de toute question qui intéresse particulièrement cet État.

3. Un État ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais peut présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la commission ou de l'organe subsidiaire intéressé."

6. Un État qui n'est pas membre d'une commission peut donc être invité à participer à l'examen par cette commission ou ses organes subsidiaires de toute question intéressant particulièrement cet État. Un État non membre peut faire des déclarations à tout moment sauf au cours des explications de vote des États membres de la commission. Un État non membre n'a pas le droit de vote mais il a néanmoins le droit de présenter des propositions sur le fond – y compris des amendements – qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la commission ou de l'organe subsidiaire intéressé. Comme c'est le cas pour tous les non-membres participant à une commission, un État non membre ne peut présenter de motion de procédure concernant la conduite des débats; ce type de motion est réservé aux membres à part entière de l'organe intéressé.

Qu'entend-on d'une manière générale par "motion d'ordre" et quel sens a précisé cette expression dans l'alinéa a) du projet de décision E/1994/L.51?

7. S'agissant du sens de l'expression "motion d'ordre" telle qu'elle est employée dans l'alinéa a) du projet de décision E/1994/L.51, c'est aux auteurs du projet de décision de le préciser. Toutefois, aux termes de l'alinéa en question, la Communauté européenne n'aura le droit d'invoquer, à titre de motion d'ordre, que le fait que des consultations sont en cours en son sein et parmi ses États membres dans un domaine où une décision finale est sur le point d'être prise. Il est clairement indiqué que ce droit ne comprendra pas le droit de contester la décision prise par le Président en réponse à la motion originale. Il est clair que, d'après ce qui précède, le droit en question consiste à apporter des éclaircissements et non pas à présenter une motion d'ordre au sens où on l'entend dans le règlement intérieur des organes de l'ONU.

/...

8. Par exemple, dans un rapport de 1971, reproduit dans l'annexe V du règlement intérieur de l'Assemblée générale (A/520/Rev.15), le Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale définit la motion d'ordre comme étant "une requête adressée au Président pour l'inviter à user d'un pouvoir qui est inhérent à ses fonctions ou qui lui est expressément conféré par le règlement intérieur... Les motions d'ordre ... ont trait à des questions qui exigent une décision du Président, laquelle est sujette à appel". L'appel, — on dit souvent aussi "contester" la décision du Président — est mis aux voix. Si la majorité se prononce en faveur de l'appel, la décision du Président est infirmée. Il est clair que la "motion d'ordre" dont il est question à l'alinéa a) du projet de décision E/1994/L.51 ne répond pas à cette définition mais constitue plutôt un éclaircissement destiné à informer le Conseil que des consultations se poursuivent sur un point donné. Le Conseil, son président et ses membres sont libres de donner à cette information la suite qu'ils jugent appropriée sans qu'aucun non-membre du Conseil, y compris la Communauté européenne, puisse contester leur décision.

9. En outre, la pratique en vigueur à l'Organisation des Nations Unies s'agissant des "véritables" motions d'ordre aussi bien que du recours à la motion d'ordre dans le simple but d'obtenir la parole pour demander des éclaircissements est décrite de la manière suivante dans le rapport susmentionné :

"Les motions d'ordre ... se distinguent également des demandes de renseignement ou d'éclaircissement ... qui, s'il se peut que le Président doive y donner suite, n'exigent pas de sa part une décision formelle. Toutefois, la pratique établie à l'Organisation des Nations Unies est qu'un représentant qui souhaite présenter une motion de procédure ou demander des renseignements ou des éclaircissements soulève fréquemment une 'motion d'ordre' afin d'obtenir la parole. Ce dernier usage, qui est fondé sur des raisons pratiques, ne doit pas être confondu avec la présentation des motions d'ordre en vertu de l'article 73 [114]." (voir A/520/Rev.15, art. 71).

10. En 1988, le Conseiller juridique a rendu l'avis suivant : un État non membre d'une commission technique du Conseil économique et social n'est pas autorisé à présenter une motion d'ordre telle que définie dans l'article pertinent du règlement intérieur, mais suivant la pratique en vigueur à l'Organisation des Nations Unies, qui veut que les "motions d'ordre" soulevées pour obtenir la parole en vue de demander des renseignements ou des éclaircissements ne doivent pas être confondues avec les "véritables" motions d'ordre au sens de l'article 73 [114] (voir A/520/Rev.15, art. 71), le Président peut accepter de véritables motions d'ordre lorsqu'elles sont présentées par des non-membres.

Qu'entend-on exactement, dans l'alinéa b) du projet de décision E/1994/L.51, par "toute organisation d'intégration économique régionale ou sous-régionale" et que faut-il en déduire quant à la faculté du Conseil de décider quelles organisations entreront dans cette catégorie?

11. S'agissant de l'interprétation de l'alinéa b) du projet de décision E/1994/L.51, ce n'est pas au Secrétariat de préciser les intentions des auteurs du projet. C'est aux auteurs eux-mêmes de faire savoir ce qu'ils ont à l'esprit et quelle est la portée de leur texte.

La modification du règlement intérieur des commissions techniques est-elle autorisée par les textes et, plus précisément, est-elle nécessaire? Le règlement intérieur en vigueur ne suffit-il pas?

12. Le Conseil est autorisé à modifier le règlement intérieur des commissions techniques en vertu de l'article 77. En outre, on rappellera que la décision de modifier le règlement intérieur découle de la résolution 47/191 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992, par laquelle l'Assemblée a recommandé que la Commission du développement durable "fasse en sorte que la Communauté européenne puisse, dans la limite de ses domaines de compétence, participer pleinement à ses travaux, sans droit de vote, selon les dispositions énoncées dans le règlement intérieur applicable à la Commission".

13. Pour ce qui est de la question de savoir s'il est ou non nécessaire de modifier le règlement intérieur en vigueur pour que la Communauté européenne puisse participer pleinement aux travaux de la Commission du développement durable, on se reportera aux paragraphes 9, 11 et 12 du rapport du Secrétaire général sur le règlement intérieur de la Commission du développement durable (E/1993/12).
